



Appel
urgent
Mai 2022

ÉTHIOPIE



Persécutions fondées sur l'origine ethnique !

République fédérale
démocratique dont la
capitale est **Addis-
Abeba**, la Présidente
Sahle-Work Zewde et
le Premier ministre **Abiy
Ahmed**.

110 871 031 habitants sur
1133 380 km² Environ 80
ethnies: Oromo 35% Amhara
27% et 6% de Tigréens et
Somali. **Religion** : 41%
d'orthodoxes, 35% de
sunnites, 20% protestants
puis des animistes.

L'Éthiopie a ratifié le
Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques et la
Convention contre la
torture et autres
peines ou traitements
cruels, inhumains ou
dégradants.

Peine capitale
/Torture: OUI

(Sources :ACAT Allemagne,
Le Monde, La Croix, ONU)

Nous vous invitons à
adresser une copie du
modèle de lettre ci-joint
aux autorités (l'adresse se
trouve sur la lettre, ou
directement sur le site de
la Présidence de la
République.
Affranchir à 2,46€ pour
l'international.

ACAT Belgique, Rue Brogniez 44,
1070 Bruxelles
acatbelgique@gmail.com/www
.acat.be

« Les hommes que vous aviez mis en prison, voilà qu'ils se tiennent dans le Temple et enseignent le peuple ! » (Ac 5, 17-26)

Au Tigré, province du nord de l'**Éthiopie**, une guerre civile brutale (à l'origine, un conflit intercommunautaire) fait rage entre les forces gouvernementales et les rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Cette guerre s'accompagne de graves violations des droits humains. Diverses ONG (**Amnesty**, **HRW**) les signalent depuis un an.

De la douleur ...

La plupart des exactions ont été commises par les forces gouvernementales et leurs alliés, qui contrôlent la plupart du territoire. Mais les rebelles du TPLF ne sont pas en reste. Depuis juillet 2021 et leur conquête d'Amhara et Afar, voisines du Tigré, ils cherchent à contrôler la route de Djibouti à Addis Abeba. Ainsi ils ont aussi massacré des civils, violé des femmes et des fillettes, se sont livrés à des pillages ou à des exécutions extra-judiciaires... Mi-août 2021, Amnesty publiait un rapport sur l'usage généralisé de la violence sexualisée contre les femmes et les filles par les forces armées, qualifiant ces atrocités de crimes de guerre et contre l'humanité. Ces tactiques de la terre brûlée et du nettoyage ethnique sont utilisées comme arme de guerre par toutes les parties au conflit.

Les femmes et les filles sont victimes de viols collectifs, parfois en présence de leur famille. Parfois elles sont réduites à l'esclavage sexuel, ou subissent d'autres formes de torture. Régulièrement menacées de mort, les victimes rapportent également des humiliations liées à leur appartenance ethnique. Leurs témoignages sont accablants. Ainsi entre mars et juin 2021, 111 survivantes de violences sexuelles (dont 15 depuis le territoire soudanais) ont raconté les violences subies, notamment grâce à des lignes téléphoniques sécurisées. Des informations proviennent également du personnel de santé et d'humanitaires travaillant dans les villes de Shire et d'Adigrat ainsi que dans des camps de réfugiés au

Soudan et dans les établissements de santé du Tigré. Elles signalent 1 288 cas de violence basée sur le genre entre février et avril 2021. L'hôpital d'Adigrat a enregistré 376 cas de viols jusqu'en juin 2021. Mais de nombreuses survivantes ne sont pas en mesure de gagner les dispensaires. Le nombre de victimes pourrait donc s'avérer bien plus élevé.

Les survivantes souffrent de handicaps et de séquelles psychiques importants : insomnie, anxiété, angoisse. Certaines ont été testées positives au VIH après le viol.

À la situation humanitaire dramatique s'ajoute l'état déplorable des infrastructures (y compris médicales) endommagées par les combats. En outre les déplacements dans la région sont très difficiles et périlleux. Par conséquent il y a également pénurie de nourriture, d'abris et de vêtements.

Contexte (impunité)

Depuis deux ans, les combats opposent l'armée fédérale aux rebelles du Tigré, après que le Premier Abiy Ahmed -certes prix Nobel de la paix en 2019- a lancé une campagne contre le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), mouvement d'opposition armé de tendance marxiste. Dès le début du conflit, il a veillé à enfermer maints officiers de l'armée tigréenne et a remanié la chaîne de commandement de l'armée fédérale, l'affaiblissant considérablement. Outre l'usage de la violence ciblée contre les membres de l'ethnie tigréenne- y compris des expulsions forcées de plus d'1,5 million de personnes-, environ 9 millions de civils se retrouvent désormais touchés par l'urgence humanitaire. Malgré la trêve humanitaire décrétée ce 24 mars, les livraisons de biens de première nécessité sont bloquées tantôt par le gouvernement éthiopien, tantôt par une des parties adverses. Des centaines de milliers de personnes seraient menacées de famine aiguë. D'autres se trouvent toujours soumises à des violences au sein des établissements pénitentiaires surpeuplés. L'impunité constitue le terreau de nouvelles violences prévisibles. Les exactions- clairement documentées- ne font l'objet ni de poursuites judiciaires ni de condamnations. Le gouvernement néglige également les travaux d'enquête de la Commission africaine des droits de l'homme et du peuple. Par ailleurs la pression internationale est insuffisante.